



Bruxelles, le 16 septembre 2016
(OR. en)

12106/16

COPEN 257
EUROJUST 109
EJN 53

NOTE

Origine:	M. Harald Schütt, Conseiller, Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'Union européenne
en date du:	25 juillet 2016
Destinataire:	Monsieur Jeppe TRANHOLM-MIKKELSEN, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne

Objet:	Mise en œuvre de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification et mise en œuvre par l'Allemagne
--------	---

Monsieur,

Veillez trouver ci-joint le texte des dispositions¹ transposant dans le droit national les obligations découlant de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire. La loi d'exécution a modifié certaines dispositions de la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (*Gesetz über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen*). Les modifications sont entrées en vigueur le 23 juillet 2015.

¹ Note du Secrétariat: ce texte n'est pas joint au présent document.

Vous trouverez ci-après le texte des déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant cette décision-cadre:

En ce qui concerne l'article 6, paragraphe 1:

Les autorités compétentes pour ce qui concerne l'autorisation du suivi des mesures étrangères par la République fédérale d'Allemagne sont les ministères publics des juridictions régionales [*Landgerichte*]. Pour ce qui concerne le suivi de mesures allemandes par un autre État membre, l'autorité compétente est la juridiction qui a pris la mesure en question.

Les tribunaux cantonaux [*Amtsgerichte*] sont compétents pour le suivi des mesures étrangères en République fédérale d'Allemagne.

En ce qui concerne l'article 8, paragraphe 2:

Outre les mesures visées à l'article 8, paragraphe 1, de la décision-cadre, la République fédérale d'Allemagne est disposée à suivre les mesures visées à l'article 8, paragraphe 2, points a), c), d) et e). Cette disposition ne s'applique aux mesures visées à l'article 8, paragraphe 2, point d), que si la personne concernée y consent.

En ce qui concerne la première phrase de l'article 9, paragraphe 4:

Les autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne peuvent consentir à la transmission d'une décision relative à des mesures de contrôle dans les cas visés à l'article 9, paragraphe 2, de la décision-cadre si

- 1) la personne devant faire l'objet d'une mesure de contrôle est un ressortissant de la République fédérale d'Allemagne ou si
- 2) cette personne entend établir immédiatement sa résidence habituelle en République fédérale d'Allemagne et si les conditions d'entrée et de séjour en territoire fédéral sont remplies, sauf si le contrôle peut être mieux assuré, dans le cas concerné, dans un autre État membre.

En ce qui concerne l'article 21, paragraphe 3:

En cas de décision de remise de la personne faisant l'objet d'une mesure de contrôle, les autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne appliqueront également l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI relative au mandat d'arrêt européen.

Il a déjà été procédé à la notification électronique des actes d'exécution dans la base de données MNE (*mesures nationales d'exécution*).

(formule de politesse)

(sé.) Harald Schütt
